

## COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS



PLU approuvé par D.C.M. 15 décembre 2016

2<sup>ème</sup> Révision à objet unique du PLU prescrite par D.C.C. du 3 juillet 2018

2<sup>ème</sup> Révision à objet unique du PLU arrête par D.C.C. du 30 septembre 2020

2<sup>ème</sup> Révision à objet unique du PLU soumise à Enquête Publique du                      au

2<sup>ème</sup> Révision à objet unique du PLU approuvée par D.C.C. du

# Révision à un seul objet du PLAN LOCAL d'URBANISME

## 1. NOTICE EXPLICATIVE spécifique à la 2<sup>ème</sup> révision à objet unique du PLU de Libourne

METROPOLIS, territoires

10 rue du 19 mars 1962

33 130 BEGLES









# Sommaire

<b>1. OBJET DE LA PROCEDURE DE LA REVISION A OBJET UNIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME</b>	<b>5</b>
A. RAPPEL	6
B. OBJET DE LA REVISION A OBJET UNIQUE DU PLU DE LIBOURNE	7
C. REDUCTION D'UN ESPACE BOISE CLASSE DANS LE SECTEUR DE CARRE	8
D. COMPOSITION DU DOSSIER DE REVISION A OBJET UNIQUE	8
<b>2. FOCUS SUR LE SITE VOUE A EVOLUER</b>	<b>9</b>
A. LOCALISATION	10
B. CARACTERISTIQUES DU SITE VOUE A EVOLUER	10
<b>3. ADAPTATION DE L'EMPRISE DE L'ESPACE BOISE CLASSE SUR LE SECTEUR DE CARRE</b>	<b>13</b>
A. EVOLUTION ATTENDUE SUR LE DOCUMENT GRAPHIQUE	14
I. Document graphique dans le PLU en vigueur	14
II. Document graphique dans le PLU après réduction de l'emprise de l'EBC	15
B. CONSEQUENCES SUR LES SURFACES DES ZONES	16
<b>4. ANALYSE DES INCIDENCES ET MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION ET COMPENSATION ASSOCIEES</b>	<b>17</b>
A. ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES NOTABLES DE LA REVISION A OBJET UNIQUE N°2 DU PLU DE LIBOURNE SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES « ERC » ASSOCIEES	18
I. Patrimoine naturel et biodiversité	18
II. Autres thématiques environnementales	18
B. EVALUATION DES INCIDENCES AU TITRE DE NATURA 2000	18
I. Le réseau Natura 2000	18
II. La Directive « Oiseaux »	19
III. La Directive « Habitat Faune Flore »	19
IV. Rappel des sites Natura 2000 sous influence potentielle de la réduction de l'emprise des EBC sur le secteur de Carré	19
V. Analyse des incidences potentielles liées à la réduction de l'emprise des EBC sur le secteur de Carré	21
VI. Conclusion	21
C. INDICATEURS DE SUIVI	22
<b>5. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PORTEE SUPERIEURE</b>	<b>23</b>
A. RAPPEL PREALABLE	24
B. SYNTHESE DES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR APPELANT A UNE ARTICULATION	24
C. ARTICULATION AVEC LE SCoT DU GRAND LIBOURNAIS	25
D. ARTICULATION AVEC LE PLH	25
<b>6. CONTEXTE REGLEMENTAIRE</b>	<b>27</b>
<b>7. RESUME NON TECHNIQUE</b>	<b>29</b>



A.	OBJET UNIQUE DE LA REVISION DU PLU DE LIBOURNE	30
B.	CARACTERISTIQUES DU SITE	30
C.	EVOLUTION APPORTEE AU DOCUMENT GRAPHIQUE	31
D.	EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT	32
8.	AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ET MISE A DISPOSITION DU PUBLIC	33
9.	ANNEXE	35

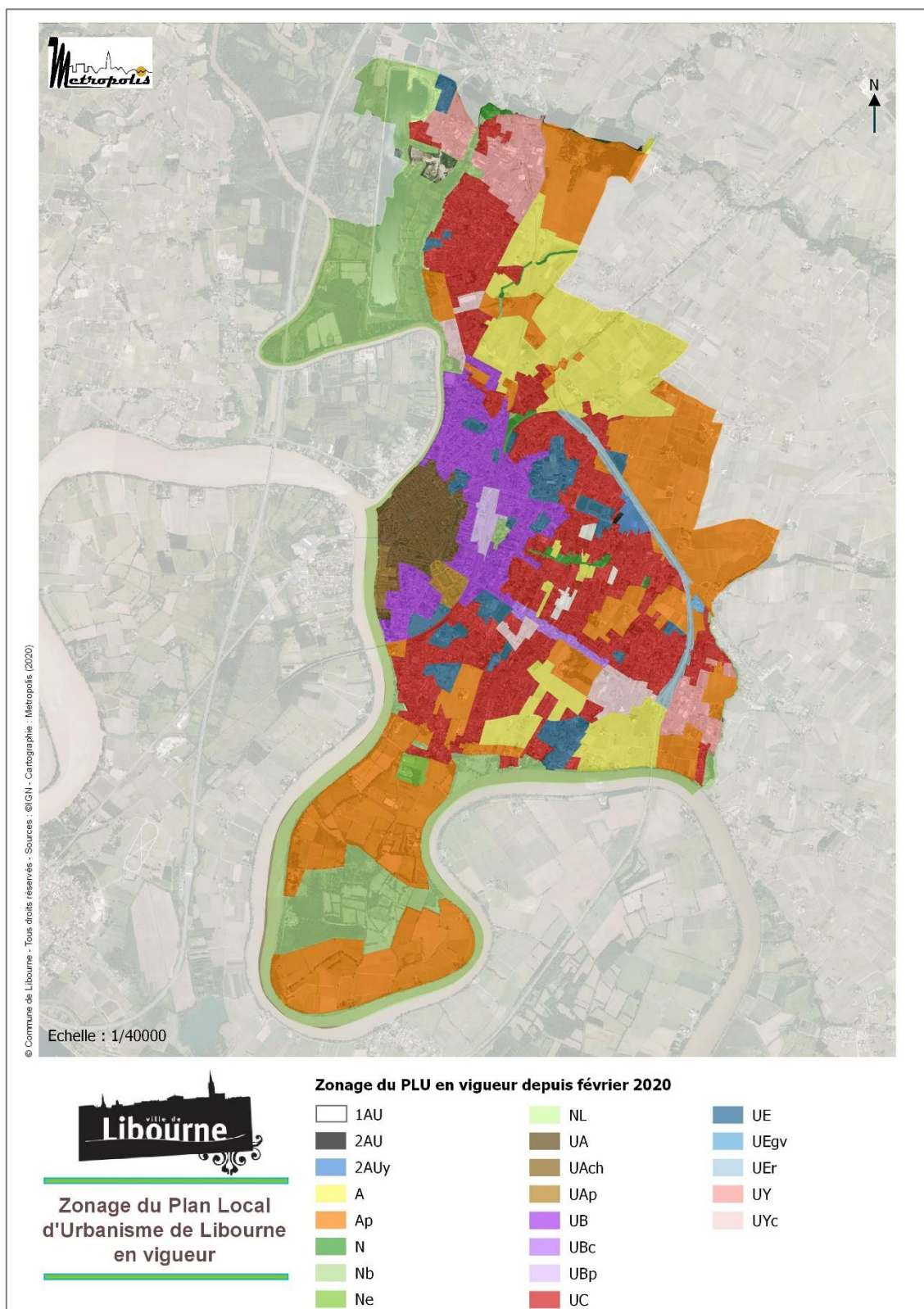


# **1. OBJET DE LA PROCEDURE DE LA REVISION A OBJET UNIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



## A. RAPPEL

Le présent dossier concerne le projet de révision à objet unique n°2 du PLU de Libourne, commune située dans le département de la Gironde (33) et comprise dans le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Libournais (CALI).





*Zonage du PLU de Libourne applicable depuis février 2020*

La commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 15 décembre 2016, puis adapté par un 1<sup>ère</sup> modification simplifiée approuvée le 20 février 2020.

L'élaboration du PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

La modification simplifiée N°1 n'a pas été soumise à évaluation environnementale, en vertu de la décision de la MRAE du 2 janvier 2020 (avis N°2020DKNA1).

## **B. OBJET DE LA REVISION A OBJET UNIQUE DU PLU DE LIBOURNE**

La présente procédure de révision a pour objet la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) sur le secteur de Carré. Cet EBC a notamment vocation à préserver les abords naturels du ruisseau du Taillas.

Toutefois, l'emprise de l'EBC dessinée lors de l'élaboration du PLU, approuvée en 2016, comprend une habitation occupée et ses abords immédiats. Bien que s'agissant d'une erreur matérielle, une révision à objet unique du PLU est nécessaire puisque visant une réduction d'EBC.



*Vue aérienne sur le secteur de Carré, situé le long de la Dordogne (source : Géoportail)*



## **C. REDUCTION D'UN ESPACE BOISE CLASSE DANS LE SECTEUR DE CARRE**

La présente révision à objet unique porte sur la réduction d'un espace boisé classé (EBC) couvrant une maison dans une zone naturelle sur la parcelle BV55 (dernière maison le long du chemin de Carré, avant le pont sur le Taillas).

La protection Espace Boisé classé le long du Taillas empêche à cette maison toute mise en sécurité éventuelle, en application du règlement de la zone rouge du PPRI, car l'angle sud-est de la construction se situe en zone rouge du PPRI.



De plus, il s'agit de la seule maison de la commune de Libourne en zone naturelle (N) à avoir été impactée par cet outil de préservation en application du SCOT du Grand Libournais.

Ainsi cette maison ne peut pas bénéficier de la règle de mise en sécurité en zone naturelle. Une fois l'espace boisé classé sur la maison réduit, elle pourra bénéficier de cette règle du PPRI.

Pour cela, une procédure de révision à objet unique est nécessaire en application de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme (cf. chapitre 7 de la présente notice explicative).

## **D. COMPOSITION DU DOSSIER DE REVISION A OBJET UNIQUE**

La révision à objet unique proposée conduit à établir un dossier spécifique composé comme suit :

- Pièce n°1 : La présente notice explicative
- Pièce n°2 : Le plan de zonage



## **2. FOCUS SUR LE SITE VOUE A EVOLUER**



## A. LOCALISATION

Le site voué à être modifié se situe dans le secteur de Carré, le long de la Dordogne et à proximité de sa confluence avec le ruisseau du Taillas (zone Nb du PLU en vigueur).



Focus sur le site concerné (extrait cartographique : Géoportail)

## B. CARACTERISTIQUES DU SITE VOUE A EVOLUER

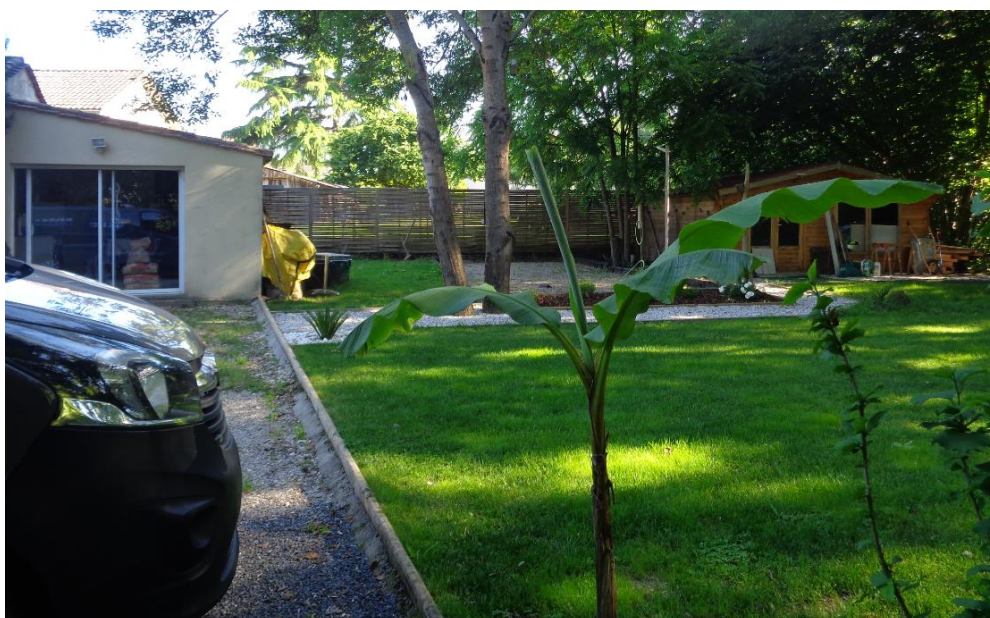
Le site concerné par la modification de l'emprise de l'EBC se caractérise par une habitation occupée par son propriétaire et sa famille.

Les abords immédiats de la construction sont des espaces verts privatifs entretenus (pelouse engazonnée, terrasses, zone de jeux pour enfants) et un abri de jardin en bois. Une zone de stationnement des véhicules personnels est également présente.

Pour des raisons de sécurité, une clôture basse (grillage simple et perméable) matérialise la limite entre les abords de végétation naturelle liés au ruisseau de Taillas, et les espaces de jardin de la maison.

**Le site est situé en zone rouge du PPRi approuvé de la rivière Dordogne, sur le secteur du Libournais.**





*Clichés photographiques pris en mai 2020 des zones concernées par la réduction de l'emprise de l'EBC sur le secteur de Carré (source : METROPOLIS)*



Notons qu'une expertise écologique, menée par le bureau d'études ELIOMYS en juin 2019, a été réalisée sur les abords du ruisseau du Taillas, sur la rive concernée par le projet de déclassement. Cette expertise, dont le compte-rendu figure en annexe de ce présent document, confirme l'intérêt écologique fort de ces boisements naturels (ici d'intérêt communautaire).

La réduction de la protection Espace Boisé classé le long du Taillas sur l'angle sud-est de la maison existante permettra la mise en sécurité éventuelle, en application du règlement de la zone rouge du PPRI.

**L'enjeu de cette révision à objet unique est donc de corriger l'erreur matérielle portant sur l'emprise de l'EBC, sans remettre en cause la nécessaire protection des boisements alluviaux situés le long du Taillas et de la Dordogne.**



### **3. ADAPTATION DE L'EMPRISE DE L'ESPACE BOISE CLASSE SUR LE SECTEUR DE CARRE**



## A. EVOLUTION ATTENDUE SUR LE DOCUMENT GRAPHIQUE

### I. Document graphique dans le PLU en vigueur

L'extrait cartographique suivant indique l'emprise de l'EBC sur le secteur de Carré dans le PLU actuellement en vigueur.



#### Légende

- ▲ Construction autorisée à changer de destination au titre de l'article L151-11-2° - vocation d'établissement de santé
- ◆ Protection ponctuelle au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Protection linéaire au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- ▨ Périmètre de protection au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Augmentation à 12m de la hauteur des constructions définie dans le règlement de la zone UB
- Limitations particulières d'implantation des constructions (bande constructible, marge de recul, zone non aedificandi, alignement, emprise de construction...) : recul de 15 m
- Secteur de diversité commerciale à protéger (L. 151-16)
- Recul vis-à-vis des cours d'eau
- ▨ Espace boisé classé
- ▨ Emplacement réservé
- ▨ Périmètre de modération des règles de stationnement
- ▨ Secteur ne nécessitant pas une étude au titre du L.111-8
- ▨ Secteur nécessitant une étude au titre du L.111-8
- Zone de bruit relatif au voisinage d'infrastructure de transport terrestre
- ▨ Site archéologique
- ▨ Zone tampon UNESCO - Juridiction de Saint-Emilion
- ▨ Limite de commune
- ▨ Parcelle
- ▨ Hydrographie
- ▨ Bâti dur
- ▨ Bâti léger
- ▨ Subdivision fiscale
- Construction récente ou en cours
- PPRI
  - ▨ zone bleue du PPRI (cf. règlement en annexe)
  - ▨ zone rouge du PPRI (cf. règlement en annexe)



## II. Document graphique dans le PLU après réduction de l'emprise de l'EBC

L'extrait cartographique suivant indique l'emprise de l'EBC sur le secteur de Carré dans le PLU après la présente révision à objet unique.

La zone supprimée d'EBC correspond à une **emprise de 5 mètres autour du bâti**, soit une surface cumulée de 83 m<sup>2</sup>, qui correspond aux terrasses, jardin engazonné et zone de stationnement.



### Légende

- ▲ Construction autorisée à changer de destination au titre de l'article L.151-11-2° - vocation d'établissement de santé
- ◆ Protection ponctuelle au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Protection linéaire au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- ▨ Périmètre de protection au titre de l'article L. 151-19 (bâti) ou L.151-23 (végétal)
- Augmentation à 12m de la hauteur des constructions définie dans le règlement de la zone UB
- Limitations particulières d'implantation des constructions (bande constructible, marge de recul, zone non aedificandi, alignement, emprise de construction...) : recul de 15 m
- Secteur de diversité commerciale à protéger (L. 151-16)
- Recul vis-à-vis des cours d'eau
- ▨ Espace boisé classé
- ▨ Emplacement réservé
- ▨ Périmètre de modération des règles de stationnement
- ▨ Secteur ne nécessitant pas une étude au titre du L.111-8
- ▨ Secteur nécessitant une étude au titre du L.111-8
- Zone de bruit relatif au voisinage d'infrastructure de transport terrestre
- ▨ Site archéologique
- ▨ Zone tampon UNESCO - Juridiction de Saint-Emilion
- ▭ Limite de commune
- ▭ Parcellaire
- ▭ Hydrographie
- ▭ Bâti dur
- ▭ Bâti léger
- ▭ Subdivision fiscale
- Construction récente ou en cours
- PPRI
- ▨ zone bleue du PPRI (cf. règlement en annexe)
- ▨ zone rouge du PPRI (cf. règlement en annexe)



## B. CONSEQUENCES SUR LES SURFACES DES ZONES

Les évolutions apportées au zonage n'entraînent aucune modification des surfaces du PLU. Seules les surfaces dotées de l'outil Espace Boisé Classé sont modifiées.

Tableaux des surfaces et évolutions

Type de zone	PLU approuvé en 2016 et modifié en février 2020		PLU modifié	
	Surfaces en hectares	Surfaces en %	Surfaces en hectares	Surfaces en %
Total zones U	819,95	39,73%	<i>Aucune modification</i>	
UA	58,98	2,85%		
UAch	6,78	0,33%		
UAp	9,07	0,44%		
UB	131,89	6,39%		
UBc	8,59	0,42%		
UBp	10,27	0,50%		
UC	378,65	18,35%		
UE	82,32	3,99%		
UEgv	1,35	0,07%		
UEr	21,91	1,06%		
UY	79,38	3,85%		
UYc	30,76	1,49%		
Total zones A	778,14	37,71%		
A	240,47	11,65%		
Ap	537,68	26,06%		
Total zones N	445,42	21,58%		
N	11,49	0,56%		
Nb	419,86	20,35%		
Ne	6,38	0,31%		
NL	7,81	0,38%		
Total zones AU	20,07	0,97%		
1AU	5,67	0,27%		
1AUe	2,99	0,14%		
1AUy	5,20	0,25%		
2AU	0,47	0,02%		
2AUy	5,75	0,28%		
Total	2063,58	100,00%	2063,58	100,00%

Outil de protection	PLU approuvé en 2016 et modifié en février 2020	Nouvelles surfaces	Evolution
Espace Boisé Classé (EBC)	679 373 m <sup>2</sup>	679 290 m <sup>2</sup>	- 83 m <sup>2</sup> (-0,01%)
Article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'Urbanisme	998 240 m <sup>2</sup>	<i>Aucune modification</i>	



## **4. ANALYSE DES INCIDENCES ET MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION ET COMPENSATION ASSOCIEES**



## **A. ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES NOTABLES DE LA REVISION A OBJET UNIQUE N°2 DU PLU DE LIBOURNE SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES « ERC » ASSOCIEES**

### **I. Patrimoine naturel et biodiversité**

Comme évoqué précédemment, la zone concernée par la réduction de l'Espace Boisé Classé se caractérise par une habitation occupée et ses abords : jardin, terrasses, stationnement. Il s'agit ici de corriger une erreur matérielle faite lors de l'élaboration du PLU en 2016, l'emprise actuelle de l'EBC chevauchant partiellement l'habitation.

La réduction de l'EBC s'applique uniquement sur le bâti existant et ses abords immédiats (5 mètres autour de ce dernier), soit 83 m<sup>2</sup> cumulés impactés. Les abords naturels du Taillas, à l'intérêt écologique reconnu, conservent leur protection via l'outil EBC. Leur pérennité à long terme n'est donc pas remise en cause (maintien de leur patrimonialité).

**Au regard de la faible évolution apportée sur l'emprise de l'EBC et de l'occupation des sols de la zone concernée par cette réduction (espaces artificialisés), la révision du PLU de Libourne ne saurait être de nature à générer des incidences négatives notables sur le patrimoine naturel et la biodiversité locale.**

### **II. Autres thématiques environnementales**

Au regard de la raison expliquant cette procédure de révision et de la très faible superficie concernée par la réduction d'EBC (83 m<sup>2</sup>), l'évolution attendue du PLU de Libourne ne saurait créer des incidences négatives notables sur :

- La qualité du paysage local ;
- La ressource en eau ;
- La sécurité des personnes et des biens ; rappelons que les règles relatives à la zone rouge du PPRi s'appliquent ici, encadrant donc extrêmement fortement toute évolution du secteur de Carré. Surtout, la réduction de l'emprise de l'EBC permettra l'application des règles de la zone rouge du PPRi, si besoin, notamment celles après sinistre (ce qui s'avère impossible aujourd'hui).

## **B. EVALUATION DES INCIDENCES AU TITRE DE NATURA 2000**

### **I. Le réseau Natura 2000**

Faisant suite à l'adoption de la convention de Rio au Sommet de la terre en juin 1992, l'Union Européenne a développé sa politique en faveur de la préservation de la diversité biologique au travers de la création d'un réseau écologique cohérent d'espaces naturels dénommé « Natura 2000 ». Ce réseau a pour ambition de répondre aux nouvelles attentes de la société qui exprime un intérêt de plus en plus marqué pour la sauvegarde du patrimoine naturel et la diversité de ses ressources biologiques.



Le réseau Natura 2000 repose donc sur les deux directives européennes Habitats et Oiseaux qui sont donc à l'origine de la constitution du réseau Natura 2000. Le titre de « site Natura 2000 » désigne les zones spéciales de conservation (ZSC) issues de l'application de la Directive « Habitats » et les zones de protection spéciales (ZPS) en application de la Directive « Oiseaux ».

## **II. La Directive « Oiseaux »**

La Directive Oiseaux 79/409/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 2 avril 1979 concerne la conservation des oiseaux sauvages au travers de la protection, de la gestion, de la régulation de toutes les espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, et la réglementation de l'exploitation de ces espèces. Cette Directive est entrée en vigueur le 6 avril 1979 et a été intégrée en France le 11 avril 2001.

Les ZPS (Zones de Protection Spéciales) découlent directement de la mise en œuvre de la Directive, et font partie du réseau Natura 2000. Désignées par les Etats membres comme sites importants pour les espèces protégées (énumérées dans les annexes de la Directive), elles doivent faire l'objet de mesures de gestion qui permettent le maintien de ces espèces et leurs habitats.

## **III. La Directive « Habitat Faune Flore »**

La Directive Habitats-faune-flore 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concerne la conservation des habitats naturels ainsi que celle de la faune (hormis les oiseaux) et de la flore sauvage, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales. La Directive Habitats rend obligatoire pour les Etats membres la préservation des habitats naturels et des espèces qualifiés d'intérêt communautaire.

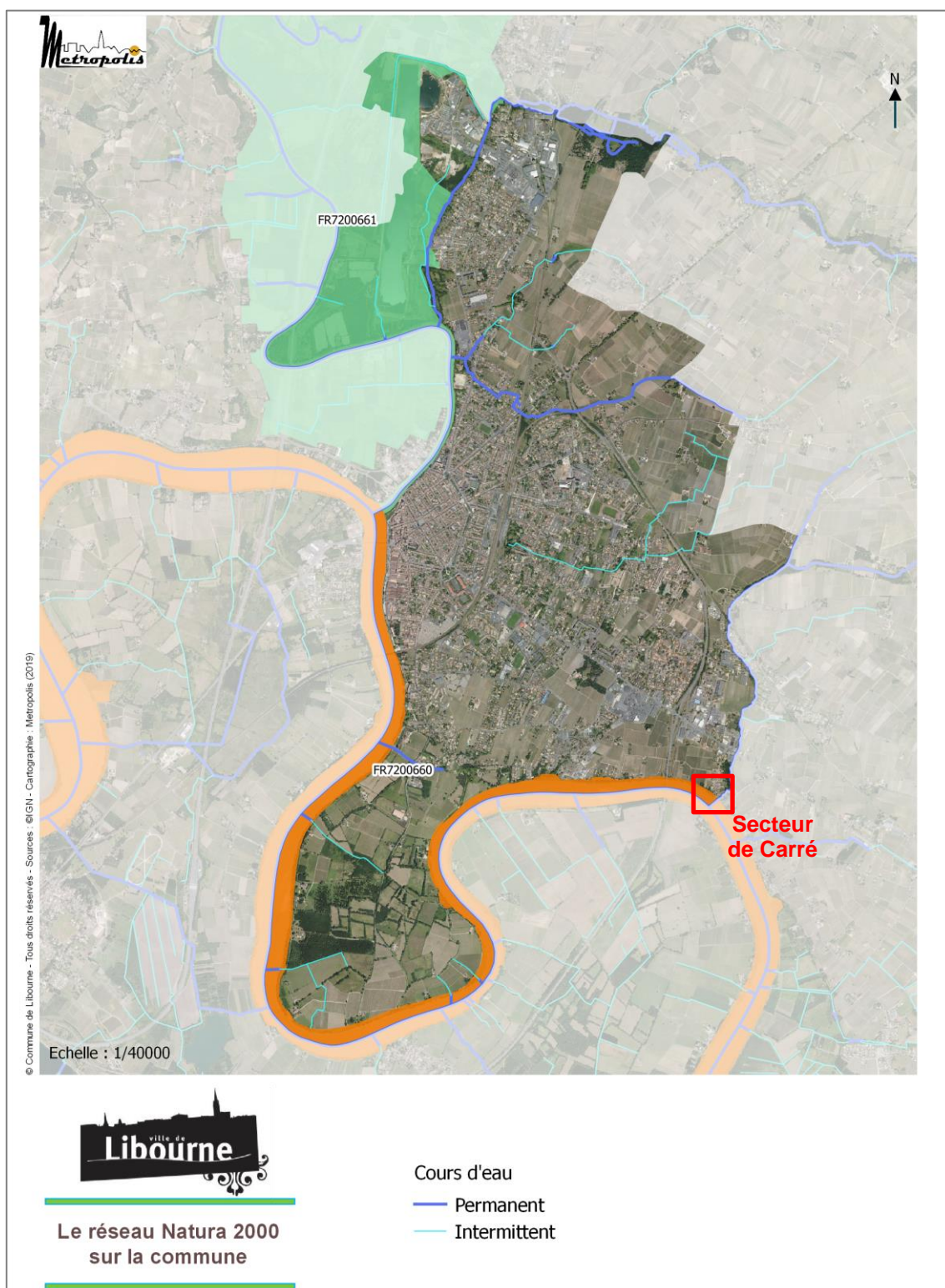
Pour cela, chaque pays définit une liste des propositions de sites d'intérêt communautaire (pSIC) et la transmet à la commission européenne. La définition des pSIC est en partie basée sur des inventaires scientifiques et dépend de l'approbation des préfets. Puis, la commission européenne arrête une liste de ces sites de façon globale par région biogéographique. Ils sont classés en Sites d'Importance Communautaire (SIC). Puis ces sites sont ensuite désignés en Zones Spéciales de Conservation (ZSC) par arrêtés ministériels en application de la Directive Habitats.

## **IV. Rappel des sites Natura 2000 sous influence potentielle de la réduction de l'emprise des EBC sur le secteur de Carré**

L'analyse cartographique et bibliographique du réseau Natura 2000 sur Libourne indique que la commune est concernée par la présence de 2 sites :

- Le site FR7200660 « La Dordogne » (ZSC) ;
- Le site FR7200661 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne » (ZSC).





Le secteur de Carré est situé le long de la rivière Dordogne, au niveau de sa zone de confluence avec le Taillas.

*Rappel : le PLU de Libourne, approuvé en 2016, a fait l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 lors de son élaboration.*



## **V. Analyse des incidences potentielles liées à la réduction de l'emprise des EBC sur le secteur de Carré**

### **1. Incidences directes**

La zone d'EBC supprimée, qui affecte cumulativement 83 m<sup>2</sup>, correspond à du bâti (EBC chevauchant actuellement l'habitation) et ses abords immédiats très anthropisés (terrasses, jardin engazonné, zone de stationnement).

Aucun habitat naturel lié au ruisseau du Taillas n'est concerné par la réduction de l'emprise EBC. Ainsi, les habitats identifiés par le bureau d'études ELIOMYS, qui relèvent du Code 91E0\* dans la nomenclature EUR27, conservent bien leur outil de protection actuel de type « EBC ».

De ce fait, aucune incidence directe significative sur les habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire n'est à augurer.

### **2. Incidences indirectes**

Compte tenu :

- de la très faible superficie concernée par la réduction de l'emprise EBC (83 m<sup>2</sup>),
- de la nature de l'occupation du sol qu'elle affecte (espaces bâtis et artificialisés dans un rayon de 5 m autour du bâti),
- et de l'application conjointe des règles de la zone rouge du PPRi qui apportent un cadre particulièrement contraignant quant à l'urbanisation du site,

aucune incidence indirecte significative n'est à augurer.

## **VI. Conclusion**

La réduction de l'emprise des Espaces Boisés Classés sur le secteur de Carré à Libourne n'est pas de nature à générer des incidences significatives sur les habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire, ni à remettre en cause les objectifs de conservation associées au site Natura 2000 « la Dordogne ».

Compte-tenu de l'absence de lien hydraulique avec le site Natura 2000 « Vallée de l'Isle de Périgueux à sa confluence avec la Dordogne », aucune incidence significative directe ou indirecte n'est à augurer.



## **C. *INDICATEURS DE SUIVI***

Aucun nouvel indicateur n'est créé dans le cadre de cette révision.



## **5. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE PORTEE SUPERIEURE**



## A. RAPPEL PREALABLE

Plusieurs textes sont venus compléter les dispositions du Code de l'Urbanisme dans le but de renforcer l'intégration de l'environnement par les documents d'urbanisme. Ces textes portent sur des documents de planification ou de réglementation des activités humaines ou de l'utilisation des espaces et des ressources. Ils sont généralement représentés sous la forme de plans, programmes ou encore de schémas à l'échelle nationale, régionale, départementale, voire une échelle infra. Une articulation est obligatoire entre ces documents et les documents d'urbanisme de niveau « inférieur ». Dans ce cadre, le droit de l'urbanisme fait une distinction entre les notions de prise en compte, de compatibilité et de conformité par PLU avec les normes supérieures.

- *Prise en compte* : La commune ne doit ignorer les objectifs généraux d'un document de portée supérieure au PLU. Cette prise en compte est assurée, a minima, par la connaissance du document en question et la présentation, le cas échéant, des motivations ayant justifié les décisions allant à l'encontre de ce document.
- *Compatibilité* : Un document est compatible avec un texte ou un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou principes fondamentaux de ce texte ou de ce document, et qu'il n'a pas pour effet ou objet d'empêcher l'application de la règle supérieure.
- *Conformité* : la conformité implique un rapport de stricte identité, ce qui suppose que le document de rang inférieur ne pourra comporter aucune différence par rapport au document de rang supérieur.

## B. SYNTHESE DES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR APPELANT A UNE ARTICULATION

La commune de Libourne est comprise dans le périmètre d'application du SCOT du Grand Libournais. De ce fait, en vertu de l'application du Code de l'Urbanisme en vigueur au 15 mai 2020, la procédure de révision du PLU de Libourne doit s'assurer de son articulation avec les documents de référence répertoriés aux L.131-4 et L.131-5 du code précité.

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme <i>Le PLU doit être compatible avec...</i>	
Les Schémas de Cohérence Territoriale prévus à l'article L. 141-1	<b>Le territoire de Libourne est couvert par le SCOT du Grand Libournais, approuvé fin 2016. La révision du PLU doit être compatible avec le SCOT.</b>
Les Schémas de Mise en Valeur de la Mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983	<i>Le territoire n'est pas concerné par un SMVM.</i>
Les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports	<i>Le territoire n'est pas concerné par un plan de mobilité.</i>



Les Programmes Locaux de l'Habitat prévus à l'article L. 302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation	<b>Le territoire de Libourne est concerné par un Programme Local de l'Habitat applicable.</b>
Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4.	<i>Le territoire de Libourne n'est concerné par aucun PEB, en tout ou partie.</i>
<b>Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme</b> Le PLU doit prendre en compte...	
Le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement	<i>Aucun PCAET n'a été élaboré sur la commune de Libourne.</i>
Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.	<i>Aucun document communiqué</i>

## C. ARTICULATION AVEC LE SCOT DU GRAND LIBOURNAIS

Le SCOT du Grand Libournais a été approuvé en octobre 2016. La révision du PLU doit s'inscrire dans les lignes directrices impulsées par celui-ci.

Compte-tenu de la raison ayant conduit à cette procédure de révision à objet unique (correction d'une erreur matérielle lors de l'élaboration du PLU en 2016) et de son impact à l'échelle de Libourne, et *in fine* du Grand Libournais, la mise à jour de l'analyse de compatibilité avec le SCOT n'est pas nécessaire.

## D. ARTICULATION AVEC LE PLH

L'objet unique de la révision du PLU de Libourne n'a pas de lien avec le Programme Local de l'Habitat 2018-2023 a été approuvé le 17/10/2019.







## **6. CONTEXTE REGLEMENTAIRE**



La présente notice est spécifique à la 2<sup>ème</sup> révision à objet unique du P.L.U. et a pour objet d'en déterminer les éléments caractéristiques.

Pour tout renseignement concernant la commune et les motivations qui ont conduit à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur, il y a lieu de se reporter au rapport de présentation général du PLU approuvé.

Le PLU a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 15 décembre 2016.

La présente démarche de révision à objet unique du Plan Local d'Urbanisme a été initiée par la communauté d'agglomération du libournais, elle constitue la 1<sup>ère</sup> procédure de révision à objet unique engagée par délibération communautaire en date du 20 février 2020.

En application de l'article L.153-34 du code de l'Urbanisme, le PLU de Libourne peut faire l'objet d'une procédure de révision à objet unique.

### **Article L153-34**

Modifié par [LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 9](#)

*Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :*

*1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;*

*2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;*

**3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;**

*4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.*

*Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.*



## **7. RESUME NON TECHNIQUE**



## A. OBJET UNIQUE DE LA REVISION DU PLU DE LIBOURNE

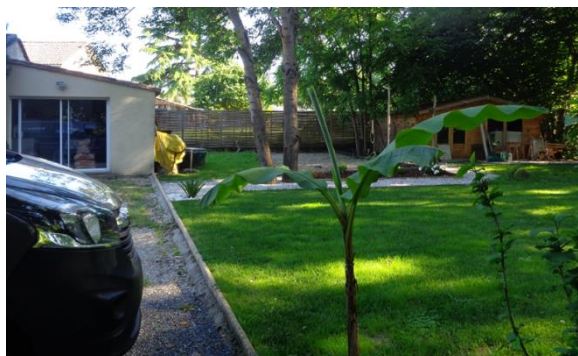
La présente procédure de révision a pour objet la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) sur le secteur de Carré. Cet EBC a notamment vocation à préserver les abords naturels du ruisseau du Taillas.

Toutefois, l'emprise de l'EBC dessinée lors de l'élaboration du PLU en 2016, comprend une habitation occupée et ses abords immédiats. Bien que s'agissant d'une erreur matérielle, une révision à objet unique du PLU est nécessaire puisque visant une réduction d'EBC.



Vue aérienne sur le secteur de Carré, situé le long de la Dordogne (source : Géoportail)

## B. CARACTERISTIQUES DU SITE



Le site concerné par la modification de l'emprise de l'EBC se caractérise par une construction (habitation occupée) et ses abords immédiats : espaces verts privatifs entretenus (pelouse engazonnée, terrasses, zone de jeux pour enfants) et un abri de jardin en bois. Une zone de stationnement des véhicules personnels est également présente.

Vue sur la zone concernée (METROPOLIS)

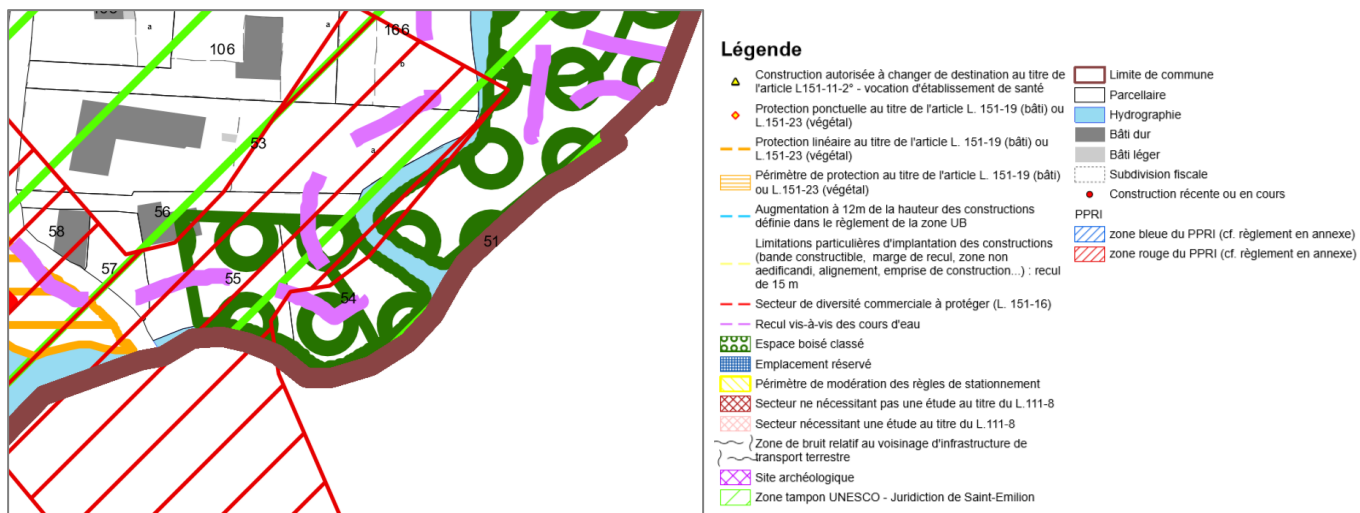


Le site est situé en zone rouge du PPRI approuvé de la rivière Dordogne, sur le secteur du Libournais.

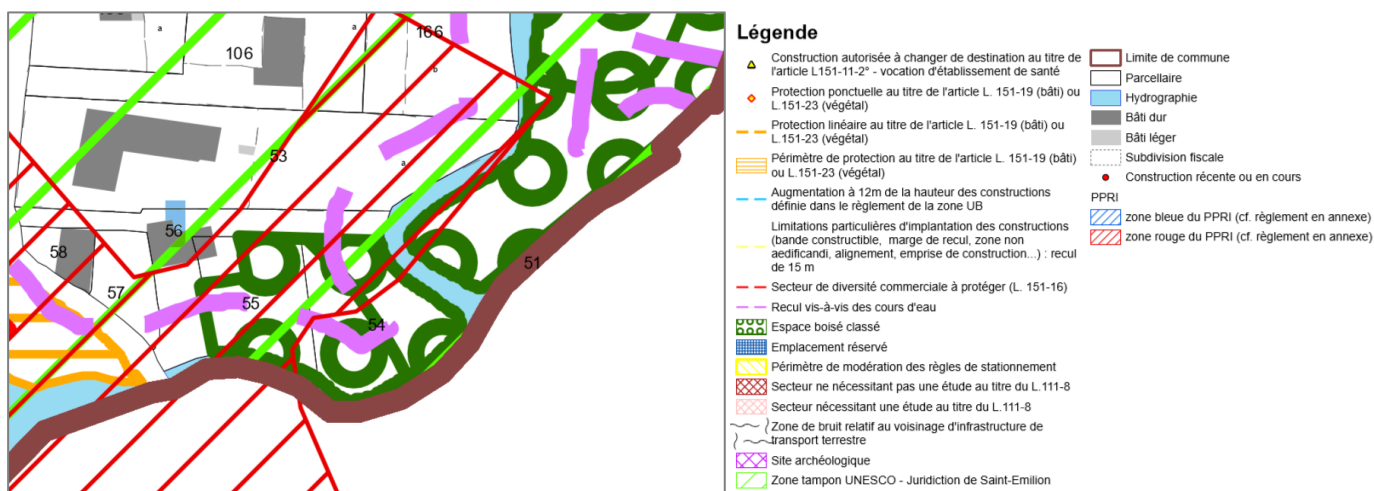
## C. EVOLUTION APPORTEE AU DOCUMENT GRAPHIQUE

Les extraits cartographiques suivants indiquent l'emprise de l'EBC sur le secteur de Carré dans le PLU avant et après cette procédure de révision à objet unique.

### Zonage actuellement en vigueur



### Zonage après cette procédure



La zone supprimée d'EBC correspond à une emprise de 5 mètres autour du bâti occupé, soit une surface cumulée de 83 m<sup>2</sup>, qui correspond aux terrasses, jardin engazonné et zone de stationnement.



## **D. EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT**

S'agissant de corriger une erreur matérielle faite lors de l'élaboration du PLU de Libourne en 2016, et au regard de l'occupation du sol qui caractérise la surface d'EBC réduite (notamment une habitation) et de la faible emprise d'EBC impactée (83 m<sup>2</sup> cumulée), aucune incidence négative notable sur l'environnement (y compris sur le site Natura 2000 de la Dordogne) n'est à prévoir.

De plus, l'évolution attendue du PLU n'est pas de nature à soumettre la population locale et les biens à de nouveaux risques, ni à de nouvelles nuisances.



## **8. AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ET MISE A DISPOSITION DU PUBLIC**







## **9. ANNEXE**

- Compte-rendu de l'expertise écologique menée par le bureau d'études Eliomys en juin 2019 sur les abords du ruisseau du Taillas.



## IV.2 CARRE



### Légende

- Parcelle à l'étude
- Site Natura 2000 FR7200660 « La Dordogne »

### Secteur de Carré

### Plan Local d'Urbanisme de Libourne

Localisation des sites étudiés

0 20 40 60 m



**ELIOMYS**  
Conseil et Expertise en Environnement

Source : Googleearth. Réalisation : Eliomys, 2019



PLU de Libourne - Compte-rendu de visite de terrain du 26 juin 2019  
Contact : [eliomys@eliomys.fr](mailto:eliomys@eliomys.fr)

Page 14 sur 21



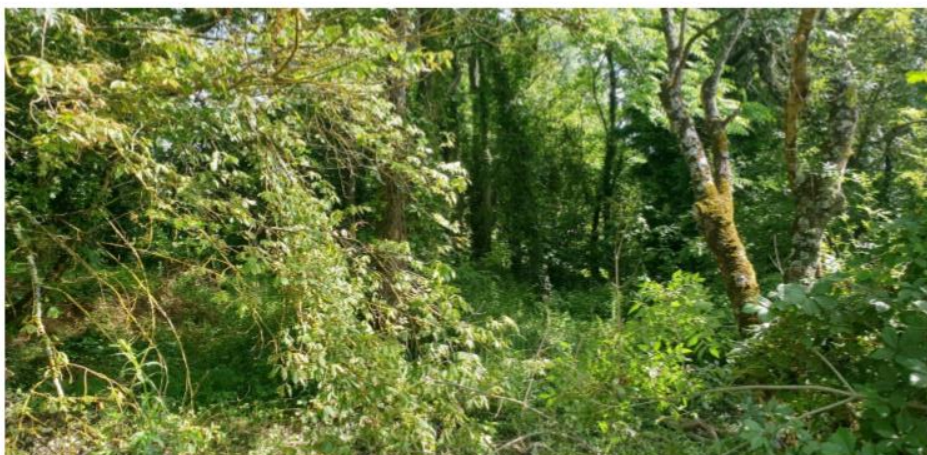
La parcelle expertisée sur le secteur de Carré se localise en rive du ruisseau du Taillas, à proximité de sa confluence avec la Dordogne. La partie de boisement ciblé par le projet déclassement correspond à un boisement riverain de ruisseau.

Le cortège végétal observé se compose d'une strate arborée dominée par l'Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*) et le Frêne commun (*Fraxinus excelsior*) avec quelques Erable negundo (*Acer negundo*) et le Houblon (*Humulus lupulus*) en sous-strate. La strate herbacée, assez diversifiée se compose de l'Ortie (*Urtica dioica*), de la Laiche pendante (*Carex pendula*), de l'Iris faux-acore (*Iris pseudacorus*), de quelques Roseaux communs (*Phragmites australis*) et de Ronces (*Rubus fruticosus* gr.) notamment.

Ce groupement végétal correspond à l'habitat « Forêts riveraines (ripicoles) de *Fraxinus excelsior* et d'*Alnus glutinosa* d'intérêt communautaire prioritaire et codé 91E0\* dans la nomenclature EUR27.

Cet habitat est listé dans le Formulaire Standard de Données (FSD) du site Natura 2000 FR7200660 « La Dordogne », qui se localise à environs 40 m de la parcelle concernée.

Il présente un caractère patrimonial important et revêt donc un **enjeu fort de conservation**.



Forêt riveraine – photo : Y. BERNARD/ELIOMYS





Forêt riveraine en bord de ruisseau – photo : Y. BERNARD/ELIOMYS





Juin 2020